

Coopération algéro-nigérienne
**Le président Issoufou
en visite à Alger**

Page 2

Le M-Learning
et Serious Game comme thématique
Mobilis lance son Forum

Page 4



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3471 - Lundi 26 janvier 2015 - Prix : 10 DA

Béjaïa

**Le wali porte
plainte contre
le P/APW**

Page 4



Rencontre d'évaluation de 2014 et perspectives 2015

Greffes et maladies cardio-vasculaires, priorités de la santé

Page 2

**Comme si la
rencontre de
Genève ajoutait
à la guerre**

Par Mohamed Habili

Il y a à peine une semaine, un premier round de négociations entre quelques factions libyennes avait lieu à Genève qui devait être suivi d'un deuxième programmé pour tantôt et auquel était censé participer les acteurs absents lors du premier, et d'abord la coalition de milices pour la plupart islamistes connue sous le nom de Fajr Libya, qui domine à l'ouest du pays et tient la capitale Tripoli. L'ONU, à travers le Conseil de sécurité, d'une part applaudissait à l'événement, et de l'autre menaçait de sanctions la ou les parties qui resteraient dorénavant en dehors du plan de règlement conçu et mis en œuvre par elle. Finalement, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour s'apercevoir que loin de constituer un premier pas vers le retour à la paix et à la légalité en Libye, la rencontre de Genève a surtout servi à prouver que le moment n'est décidément pas encore venu pour l'élaboration d'une solution négociée à la guerre civile en Libye. Il en est ainsi de certaines avancées, ou initiatives, qui à l'instant où elles interviennent paraissent réussir contre toute attente, des ruptures obtenues à l'arraché dans une situation indémêlable, mais qui ne tardent guère à se traduire par une sorte de bond en arrière.

Suite en page 3

Tout en accusant implicitement Saïd Sadi et la CLTD

Le FFS fait le point sur «son» consensus national

● Le parti rassure sur l'état de santé d'Aït Ahmed



Quelques mois après les consultations en vue d'organiser une conférence du consensus, le Front des forces socialistes accuse des parties, sans les citer, d'être des «adversaires du consensus national».

Lire page 3

Activité commerciale

**Les marchés informels,
un véritable casse-tête**

Page 5

Du 17 au 23 février

**Premier festival national
de la chanson engagée à Tiaret**

Page 13

Rencontre d'évaluation de 2014 et perspectives 2015

Greffes et maladies cardio-vasculaires, priorités de la santé

■ S'adressant aux professionnels de son secteur à l'occasion de la rencontre nationale d'évaluation de 2014 et les perspectives 2015, le ministre de la Santé n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour appeler à plus d'ordre et de responsabilité dans le secteur. Boudiaf a également déclaré que 2015 marquera une relance du système de la santé.

Par Yasmine Ayadi

Les travaux de la rencontre nationale d'évaluation du bilan 2014 et de présentation du programme d'action de l'année 2015, organisée depuis hier par le ministère de la Santé, prennent fin aujourd'hui et ont pour objectif de faire un diagnostic et de tracer ses perspectives pour l'année en cours. Le premier jour de la rencontre a été consacré à la présentation des bilans d'activités 2014 des différentes directions centrales, le bilan des missions d'inspection et d'évaluation, en plus du point de situation du dialogue avec les partenaires

Intempéries

Plusieurs routes bloquées par les chutes de neige

PLUSIEURS routes nationales (RN) et chemins de wilaya (CW) sont coupés à la circulation routière suite aux dernières intempéries ayant affecté plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale (GN). Ainsi, plusieurs routes sont coupées à la circulation dans les wilayas de Blida, Bouira, Tizi Ouzou, Médéa, Mascara, Mila, Béjaïa, Bordj Bou-Arréridj, Jijel, Sétif et Skikda, a précisé la même source. A Tizi Ouzou, l'amoncellement de la neige a bloqué la RN15, reliant Tizi Ouzou à Bouira, au Col de Tirourda, commune d'Iferhounène, la RN33, reliant Tizi Ouzou à Bouira, près de l'ancien stade Boussoule, commune d'Aït Boumahdi et la RN30, reliant Tizi Ouzou à Bouira, au Col de Tizi Tirkabine, commune d'Iboudrarène. Dans la wilaya de Médéa la RN01, reliant Médéa à Djelfa, sur une distance de 13 km, dans la circonscription communale de Benchicao, la RN64, reliant Médéa à Blida, sur une distance de 20 km dans la circonscription communale de Baâta ainsi que la RN64 A, reliant Benchicao à El Omaria, dans la circonscription communale de Benchicao ont été également coupées à la circulation, de même que la route reliant Ain Boucif à Chellalet El Adhaoura, sur une distance de 2 km dans la circonscription communale de Ain Boucif. A Bouira, l'amoncellement des neiges a bloqué la RN15, reliant Bouira à Tizi Ouzou, au col de Tirourda, commune d'Aghbalou, la RN30, reliant Bouira à Tizi Ouzou, au lieudit Tizi N'koulén, commune de Saharidj. **APS**

sociaux et les requêtes des citoyens. L'inauguration de la rencontre a été donnée par le P Masoud Zitouni qui a d'emblée salué l'initiative de l'évaluation organisée par le département de la santé parce que le secteur souffre, selon lui, d'abord d'«un problème d'évaluation et non d'insuffisances de moyens ou de compétences». Dans un bref historique, l'orateur explique que le secteur de la santé a connu trois phases, celle des années 70, des années 80 et celle des années 90 jusqu'à ce jour. D'après le P Zitouni, le secteur a connu un double grand phénomène : «Le démographique et l'épidémiologique». L'Algérie, renchérit-il, «a des difficultés à s'adapter aux normes internationales». Il est important de prendre en compte les nouvelles considérations et d'opter pour des stratégies ciblées, préconise l'interlocuteur, estimant que «le meilleur traitement d'avenir est la prévention». Le P Zitouni a enfin souligné que la santé connaît une nouvelle dynamique que «le secteur n'a jamais connue auparavant».

Le diagnostic sévère de Boudiaf

Pour sa part, le ministre de la Santé s'est attardé dans un diagnostic du secteur ainsi que ses perspectives à moyen et à long terme. L'assistance, formée de

cadres et professionnels représentant le ministère de la Santé, les établissements et les directions de santé des 48 wilayas, a établi un diagnostic ayant mis l'accent sur les retards et les dysfonctionnements de la santé. «Personne n'est satisfait du secteur, ni le malade, ni les professionnels, ni les responsables», a laissé entendre le premier responsable du secteur, estimant «impératif de redorer cette image noire, la mise à niveau, l'humanisation et le retour vers les anciennes traditions qui ont tendance à disparaître». S'adressant aux professionnels présents à cette rencontre, M. Boudiaf invite tout un chacun à assumer sa responsabilité pour une meilleure prestation et aussi pour «mettre fin au malade promeneur d'un service à un autre et d'un établissement à un autre». Il est aussi temps, selon le ministre, pour que certains établissements se consacrent à leur vocation première loin des autres pratiques commerciales. C'est le cas, d'après Boudiaf, de l'Institut Pasteur qui est appelé à revenir à sa vocation qui est la recherche et la production du médicament... Le ministre a expliqué que certaines spécialités seront prioritaires et constituent des dossiers lourds de l'année 2015. Il s'agit des maladies cardio-vasculaires qui sont à l'origine de 60% de mortalité en Algérie.



Ph/E. Soraya/J.A.

L'autre bataille dans laquelle se lance le ministère de la Santé est celle de la greffe d'organes qui accuse un retard frappant en Algérie. Selon le ministre, un budget de 4 milliards de DA a été débloqué pour relancer l'Agence nationale pour les greffes d'organes.

2015, année de la relance du système de la santé

Ce secteur qui suscite la colère et les critiques des Algériens qui s'attendent à des prestations meilleures et répondant aux normes devrait éventuellement se ressaisir et faire ses pas dans la modernité. Le ministre de la Santé a assuré que l'année 2015 marquera la relance du système de santé avec un programme

«ambitieux» à même de permettre au système de santé d'être à la hauteur des aspirations des professionnels de la santé et des citoyens. En plus du plan national des maladies cardio-vasculaires, le ministre a fait savoir qu'il existe un autre plan pour la prise en charge des malades en réanimation, sans compter le renforcement et le développement de la production des sérums et des vaccins par l'Institut Pasteur. Selon M. Boudiaf, 2015 sera par ailleurs «l'année de la promotion de la production locale des produits pharmaceutiques mais aussi celle de la promotion de la culture d'utilisation des médicaments génériques pour une meilleure maîtrise des dépenses».

Y. A.

Coopération algéro-nigérienne

Le président Issoufou en visite à Alger

Le président nigérien, Mohamadou Issoufou, est arrivé, hier à Alger, accompagné d'une importante délégation dans le cadre d'une visite d'Etat de trois jours.

Cette visite, qui intervient à l'invitation du président de la République Abdelaziz Bouteflika, précise-t-on, est l'occasion pour les deux parties de «s'entretenir des questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment pour le règlement des crises du Nord-Mali et de la Libye, ainsi que pour la lutte contre le terrorisme et le crime transfrontalier dans l'espace sahélo-saharien».

Plusieurs rencontres des membres de la délégation nigérienne avec des officiels du gouvernement sont à l'ordre du jour également.

A son arrivée, le chef de l'Etat nigérien s'est recueilli au Sanctuaire des martyrs à Alger à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale.

Sur les relations bilatérales, c'est en 2010 que l'Algérie avait décidé de l'effacement de la dette de ce pays voisin, tout comme plusieurs dons et aides humanitaires sous formes de produits alimentaires et médicaments ont été octroyés au Niger.

Cette visite de trois jours est par ailleurs l'occasion pour les deux parties d'ouvrir d'autres horizons de coopération et de renforcement des échanges commerciaux entre les deux pays. «Les discussions entre les membres des deux délégations ne manquent

pas d'ouvrir de nouveaux horizons à la coopération et aux échanges économiques et commerciaux entre les deux pays voisins», a-t-on précisé, samedi, dans le communiqué de la présidence.

S'agissant de la coopération, la commission mixte algéro-nigérienne se réunit régulièrement, de même que le comité bilatéral frontalier, qui est présidé par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. La mission de cette commission, a-t-on souligné, consiste à évaluer et initier des actions de coopération entre les zones frontalières algéro-nigériennes.

La lutte contre le terrorisme, les questions sécuritaires ou encore le rapatriement des 3 000 ressortissants nigériens de l'Algérie, auront eux aussi leur part dans les discussions. D'ailleurs, la première dame du Niger, Malika Issoufou Mahamadou, s'est rendue au siège du Croissant-Rouge algérien pour rencontrer les membres ayant pris part à cette opération de rapatriement, a-t-on appris.

Le président nigérien était le premier à avoir appelé à une intervention internationale en Libye, en tout début janvier, car estimait-il, «c'est indispensable» en vue de mettre fin au conflit qui y règne mais aussi au chaos dans les pays voisins.

Il faut savoir que les craintes de M. Issoufou à ce sujet sont justifiées. Son pays se retrouve, aujourd'hui, entouré par la menace terroriste grandissante, le cernant de toutes parts, à savoir du Mali, Nigeria et

de Libye. Dans une récente interview qu'il a accordée au journal français *Libération*, M. Issoufou soutenait que «le chaos règne en Libye et ce pays est devenu le sanctuaire de groupes qui déstabilisent toute la région», non sans pour autant rappeler que «ce qui s'est passé au Mali est en grande partie la conséquence de la chute de Kaddafi».

Le Niger, qui a déjà son lot de pauvreté et de problèmes, se retrouve, sans le vouloir, forcé de souffrir des conséquences de l'avancée des groupes terroristes dans les pays voisins. «Nous avons dû accueillir près de 150 000 réfugiés qui fuyaient les exactions de Boko Haram au Nigeria. Ils s'ajoutent aux 50 000 réfugiés qui ont fui le Mali. C'est une lourde charge pour un pays pauvre», a-t-il déclaré au journal français.

La guerre qui déchire la Libye, les récents développements inquiétants au Nord-Mali, les dizaines de milliers de réfugiés nigériens qui fuient vers le Niger sont autant de maux à traiter, et l'Algérie se retrouve aspirée dans cette spirale.

Le Niger fait partie de l'équipe de médiation dans le cadre du dialogue intermalien, conduite par l'Algérie.

Selon une source diplomatique citée par l'agence APS, «le Niger appuie les actions entreprises par l'Algérie au Mali et en Libye dans le cadre de la recherche d'une solution politique aux crises secouant ces deux pays».

Massinissa Benlakehal

Tout en accusant implicitement Saïd Sadi et la CLTD

Le FFS fait le point sur «son» consensus national

■ Quelques mois après les consultations en vue d'organiser une conférence du consensus, le Front des forces socialistes accuse des parties, sans les citer, d'être des «adversaires du consensus national».

Par Nacera Chennafi

Lors d'une conférence de presse tenue hier au siège du parti suite à l'achèvement des travaux de la session ordinaire du conseil national, Rachid Halat, député FFS, a indiqué qu'il y a des adversaires du consensus national», tout en affirmant qu'il ne veut «incriminer» personne.

Cependant dans sa réponse sur les parties qui entravent le consensus national, le député du FFS a refusé de citer des noms, mais l'assistance a compris qu'il s'agit de l'ex-président du RCD, Saïd Sadi sans le citer directement. «Nous n'avons pas besoin de convoquer de nouveau l'histoire pour l'instrumentaliser et la politiser», a-t-il déclaré, sachant que Sadi a tenu récemment des déclarations sur Messali et Benbella. Il dira aussi : «Il y a des adversaires du consensus qui font dans la division et la diversion», faisant allusion, probablement, à la Coordination pour les libertés et la transition (Cltd). Dans ce cadre, il a ajouté que «c'est dans l'action que ces personnes se dévoileront». Le conseil national a débattu de l'état d'avancement de la préparation de la conférence nationale du consensus. A ce propos, cette instance se félicite du travail accompli à ce jour et de l'intérêt exprimé par les acteurs politiques, sociaux et les citoyens.

Toutefois, le FFS se dit «conscient de la complexité de la mission». Le conseil national du parti appelle à poursuivre le processus engagé pour arrêter avec les partenaires : la date de la conférence, l'organisation des travaux en sessions successives (société civile, personnalités et partis politiques), le format de présentation des propositions, la constitution des bureaux des sessions, la composition des groupes de rédaction du rapport des travaux, la liste des participants et la préparation collective de la seconde phase.

Interrogé sur les partis au pouvoir que le FFS a consultés en prévision de cette conférence, les responsables du FFS ont affirmé que pour le moment il s'agissait de consulter les partis politiques et la société civile. Pour Nebbou, la première satisfaction du parti est l'acceptation de la population, ajoutant qu'il s'est rendu dans 30 wilayas pour l'expliquer.

Par ailleurs, la session du conseil national du FFS, tenue les 23 et 24 janvier, était une occasion pour débattre d'autres questions d'actualité, dont l'exploitation du gaz de schiste avec la colère de la population du Sud, la chute des prix du pétro-



le et les mesures d'austérité. Pour le premier secrétaire national du FFS, Mohamed Nebbou, «ces questions doivent faire l'objet d'un consensus national et d'un devoir de vérité envers notre peuple».

Au sujet du gaz de schiste, le même responsable a indiqué que «le conseil national appelle à entendre et à respecter les aspirations légitimes de nos concitoyens du Sud pour préserver

notre environnement et nos ressources».

Sur le même sujet, le député Rachid Halat a appelé le gouvernement à cultiver la transparence sur l'exploitation du gaz de schiste, notamment les risques et les moyens de contrôle. A ce propos, il a appelé également à rendre publics les accords d'exploitation du gaz de schiste déjà signés et s'il y a une clause de protection contre les risques de

cette exploitation. S'agissant des mesures d'austérité, le FFS «s'élève contre toute mesure qui porterait atteinte au pouvoir d'achat, notamment des populations les plus démunies».

En outre, le conseil national a déploré que la situation régionale et internationale «demeure instable, et appelle, plus que jamais, à la préservation de la cohésion sociale au plan national». N. C.

Le FFS rassure sur l'état de santé d'Aït Ahmed



LE LEADER historique de la révolution algérienne et fondateur du Front des forces socialistes (FFS), Hocine Aït Ahmed, a été victime, samedi, d'un accident vasculaire cérébral. Il a été évacué en urgence à l'hôpital de Lausanne (Suisse). Le FFS rassure sur son état de santé.

Dans une déclaration rendue publique hier suite à la session ordinaire du conseil national du parti, le FFS a affirmé que son président d'honneur, Hocine Aït Ahmed, a été hospitalisé samedi dans un établissement de santé à Lausanne suite à un accident vasculaire cérébral.

Le FFS fait part de sa «profonde émotion» de «cette triste nouvelle» contenue dans le message de vœu accompagné du bulletin médical de Aït Ahmed, transmis par sa famille à la direction du parti.

«Nous vous transmettons pour la nouvelle année 2015 ainsi qu'à l'occasion du Mawlid ennabaoui et de Yennayer, tous les vœux de Hocine Aït Ahmed, qui aurait tant voulu pouvoir vous les exprimer directement».

La famille du leader historique indique qu'«à 88 ans, son état de santé est marqué par une série d'accidents vasculaires cérébraux (AVC) sans latéralisation, qu'il a subie l'année écoulée. Ces derniers, consécutifs à des troubles du rythme cardiaque (infarctus en 1999 avec fibrillation auriculaire) ont affecté en particulier le centre de la parole». Dans ce cadre, la famille d'Aït Ahmed rassure qu'il est traité en conséquence par ses médecins à Lausanne.

A cet effet, «le conseil national assure la famille de son soutien et de son réconfort, en souhaitant affectueusement un prompt rétablissement et une longue vie à notre cher président», est-il précisé dans la même déclaration.

Il est à rappeler qu'en 2013, Aït Ahmed avait décidé de céder la présidence de son parti à une «direction collégiale», élue à l'issue du dernier congrès du parti. N. C.

LA QUESTION DU JOUR

Comme si la rencontre de Genève ajoutait à la guerre

Suite de la page une

C'est qu'il ne sert à rien de vouloir remédier à une guerre par le volontarisme des bons offices, en travaillant à substituer, en quelque sorte avant terme, le dialogue à l'affrontement. En Libye, comme en Syrie, comme au Yémen, le dialogue ne sera véritablement fructueux que lorsque le rapport de force sur le terrain aura penché en faveur d'un camp plutôt que d'un autre. Les affrontements se poursuivront aussi longtemps que chacun des protagonistes est convaincu de pouvoir prendre le dessus sur ses adversaires. C'est ainsi que dans le cas libyen, la rencontre de Genève s'achevait à peine que le gouvernement de Tobrouk annonçait le retour officiel du général Haftar dans le giron de l'armée régulière, ce qui bien entendu était chose faite depuis longtemps, mais ce sur quoi néanmoins on avait préféré jusque-là entretenir une certaine ambiguïté. Ce fut aussi le moment choisi par Fajr Libya pour faire savoir qu'il n'irait pas à Genève dans le cadre du deuxième round des négociations sous l'égide des Nations unies. Voilà maintenant qu'Ansar Acharia, la composante principale de Fajr Libya, annoncent un événement qu'ils ont caché depuis septembre dernier, la mort de leur chef, en se promettant par la même occasion de le venger. Le plus significatif dans cette nouvelle n'est pas tant la mort du chef que l'engagement de le venger. Ansar Acharia sont considérés comme formant une organisation terroriste, en particulier par les pays occidentaux, et plus que tous par les Etats-Unis qui leur imputent l'attaque en septembre 2012 contre leur consulat à Benghazi, dans laquelle ils avaient perdu quatre de leurs ressortissants, dont leur ambassadeur en Libye. On le voit donc, les deux camps ont en quelque sorte attendu la fin de la rencontre de Genève pour franchir un pas supplémentaire réciproque dans la guerre qui les oppose. Ce n'est évidemment pas dans cette optique que cette rencontre a été organisée après moult efforts par l'envoyé spécial de l'ONU, mais tout au contraire dans un but de détente. C'est aussi le moment choisi par le gouvernement de Tobrouk pour reconnaître l'aide militaire que lui apportent des Etats arabes, ce qui est un secret de polichinelle. Mais de même qu'il n'est pas indifférent qu'Ansar Acharia ait attendu aujourd'hui pour révéler une mort, celle de leur chef, survenue pourtant il y a des mois, il n'est pas insignifiant que le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Tobrouk, le seul à être reconnu par la communauté internationale, ait cru le moment venu de faire état de l'engagement au côté de son camp de certains Etats arabes. M.H.

Tempête à Tamentfoust Tentatives de remorquage d'un céréalier à la dérive

DEUX GRANDS remorqueurs tentaient dimanche de ramener au port d'Alger un céréalier battant pavillon panaméen en difficultés près de Tamentfoust, avec dans ses cales 23 800 tonnes de blé, a-t-on appris auprès de l'EPAL. Visible de la ville de Boumerdès, le navire, battu par des vents de force 7 à 8, qui a dérivé vers le Cap Matifou, à l'est d'Alger, fait «actuellement l'objet d'intenses efforts pour le ramener» au port, a expliqué à l'APS le chargé de communication de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

Selon la même source, la cellule de crise du port d'Alger a reçu dimanche vers trois heures du matin l'information selon laquelle le navire a dérivé à 4 miles au nord de Cap Matifou, à Tamentfoust (Alger). Dans l'après-midi, les remorqueurs de l'EPAL «Si El Houas» jaugeant 6 000 chevaux et celui de haute mer de l'unité navale «701» de l'Armée nationale populaire (ANP) tentaient toujours de ramener le navire au port d'Alger.

Le céréalier de 129 mètres a un tirant d'eau de 9,26 m et transporte 23 800 tonnes de blé pour le compte de l'Office interprofessionnel des céréales (Oaic), ajoute la même source.

Le port d'Alger a reçu samedi un bulletin météo spécial (BMS) annonçant l'approche d'une tempête de force 7 à 8 sur une échelle de 12 pour dimanche. Une cellule de crise a été installée et 13 navires ont été évacués du port d'Alger pour éviter que la houle ne les endommage. A la suite à cette décision, le céréalier s'est éloigné de la rade avant de subir une panne moteur, puis entraîné par des vents violents vers l'Est.

En outre, la cellule de crise a décidé de suspendre les entrées au port de tous les navires, à l'exception des car-ferris et ceux transportant du bétail.

Les capitaines de navires ont reçu l'ordre de s'éloigner de cinq miles du port d'Alger pour se protéger contre la tempête. Certains navires demeurent à quai, car ils sont dans des abris à l'écart des effets de la tempête annoncée pour dimanche entre midi et 18 heures, mais ils doivent renforcer leurs amarres.

Quatre remorqueurs sont mobilisés par l'EPAL «pour parer à toute éventualité, en collaboration avec les gardes-côtes», ajoute M. Timizar.

Yanis F.

Le M-Learning et Serious Game comme thématique

Mobilis lance son Forum

«Notre but est de garder une relation transparente avec les journalistes car nous sommes conscients du rôle essentiel et incontestable que jouent les médias dans la sensibilisation des citoyens dans le domaine des nouvelles technologies», a déclaré Saâd Damma, lors de son allocution d'ouverture.

Par Meriem Benchaouia

Comme annoncé par son président-directeur général, Saâd Damma, Mobilis a lancé hier, son Forum destiné aux journalistes, avec une première thématique qui s'est articulée autour du M-Learning and Serious Game. Le Forum, qui s'est tenu à l'auditorium de la direction générale de Mobilis a été animé par un panel d'experts. «Notre but est de garder une relation transparente avec les journalistes car nous sommes conscients du rôle essentiel et incontestable que jouent les médias dans la sensibilisation des citoyens dans le domaine des nouvelles technologies», a déclaré Saâd Damma, lors de son allocution d'ouverture. «Cet espace d'échange aura à chaque fois une thématique d'actualité afin d'approfondir les connaissances des journalistes dans le domaine des TIC, ce qui leur permettra de parfaire la qualité de leurs écrits et le traitement de l'information», a-t-il expliqué. Dans son exposé, Ferhat Khennak, docteur et chercheur spécialisé dans le e-learning et les Serious Games, a expliqué le principe de ses technologies. Selon sa définition, le serious game est une application informatique qui combine une intention sérieuse, de type pédagogique, informative, communicationnelle, ou d'en-



Saâd Damma, P-DG de Mobilis

traînement avec des ressorts ludiques issus du jeu vidéo ou de la simulation informatique. «La vocation d'un Serious Game est donc de rendre attrayante la dimension sérieuse par une forme, une interaction, des règles et éventuellement des objectifs ludiques», a-t-il ajouté. Finalement ce qui distingue le jeu sérieux du jeu vidéo classique semble être la finalité même du jeu, à savoir l'apprentissage, l'éducation et l'amélioration des compétences. S'agissant du M-Learning, Mohamed Derkaoui, ingénieur d'État en informatique de l'université Djillali-Lyabes à Sidi Bel-

Abbès et titulaire d'un master en pédagogie multimédia de l'université Lille 1, a défini le programme comme étant une notion très récente, qui permet de délivrer des formations à distance sur d'autres supports que les postes informatiques. «Grâce aux nombreuses applications développées, l'apprenant peut poursuivre sa formation où qu'il soit grâce à un appareil mobile intelligent qui permet entre autres de naviguer sur internet, un lecteur multimédia, une tablette mobile ou encore depuis une console de jeux portative», a-t-il expliqué. Dans ce sens, Ferhat Khennak, a insisté sur la flexibilité de ce procédé, selon lui, la formation en m-learning possède

l'avantage d'être accessible n'importe quand. «L'apprenant est le seul à décider du moment où il suivra sa formation, il n'est plus limité à des horaires contraignants de présence sur le site où est accessible la formation en ligne ou encore dans une salle de cours pour rencontrer son professeur», a-t-il assuré et d'ajouter : «Au même titre que le contenu en m-learning est disponible à tout moment, il est également accessible de partout, dans le transport, à la maison. L'avantage est que les supports de cours sont accessibles à la demande».

M. B.

Béjaïa

Le wali porte plainte contre le P/APW

Le wali de Béjaïa a affirmé hier dans une conférence de presse avoir saisi la justice contre le président de l'APW, Mohamed Bettache pour «diffamation». Comme il a confirmé également qu'une plainte a été déposée auprès de la chambre administrative pour l'annulation de la session extraordinaire tenue par les élus FFS à l'APW en solo, le 28 décembre dernier, soit au lendemain d'une session extraordinaire qu'il avait lui-même convoquée et qui avait été bloquée, notamment sur son point lié à l'adoption du budget primitif de la wilaya de l'exercice 2015. Hamou Ahmed Touhami a défié ses détracteurs qui l'ont accusé de plusieurs maux d'apporter des preuves de ce qu'ils avancent au sujet de l'octroi d'assiettes foncières à des investisseurs par affinités dans le cadre du Calpiref comme il a été traité de voleur, corrompu et manipulateur par certains. Il a défié surtout les députés du FFS qui l'avaient accusé lors du rassemblement qu'ils avaient tenu mardi passé devant le siège de la wilaya où ils avaient demandé son «départ» d'avoir voulu «porter atteinte à la wilaya en autorisant illégalement l'ouverture de bars, etc.» Le wali s'est défendu à ce sujet en disant avoir pris des mesures pour mettre fin à l'insécurité qui faisait rage dans ces lieux dont le nombre dépassait les 500 à son arrivée. «Je défie quiconque d'apporter les preuves sur ce qu'il avance comme accusations à mon égard et je défie certains de se libérer de leur immunité parlementaire pour venir m'affronter», déclare-t-il, «regrettant

qu'on en arrive à ses bassesses» et surtout avec un parti qui est connu pour sa grande histoire et avec lequel il dit n'avoir aucun problème mais, avec «quelques individus seulement». Il a par ailleurs regretté que cela se produit «au moment où le FFS est en campagne pour la reconstruction d'un consensus national, et que ces responsables locaux versent dans l'indécence et l'invective». Le chef de l'exécutif qui a présenté également son bilan devant la presse en présence des membres de son exécutif, s'est étonné sur le fait qu'il n'a pas été attaqué sur son bilan et dit accepter la commission d'enquête qu'ils demandent. Il reviendra aussi et surtout sur le développement de la wilaya depuis son arrivée en affirmant avoir trouvé 80 opérations en souffrance. Il reviendra sur la polémique qui avait marqué la wilaya récemment et qui est liée à la plate-forme pétrochimique

de Béjaïa en passant par la pénétrante dont 51 km sur les 86 km situés sur le territoire de la wilaya sont déjà réalisés, dit-il. Le logement, le gaz de ville qu'il a porté à plus de 40 % alors qu'il était de 26% dit-il, la construction d'un centre d'imageries médicales au CHU, un centre d'oncologie à Amizour, des centres psychopédagogiques à Souk El-Ténine, Oued-Ghir, etc. des EPH, notamment à Tazmalt, etc. L'AEP, les PCD: les communes recevront 5 à 6 milliards de centimes, indique-t-il. A propos du Calpiref, il dira avoir entériné 03 projets dans le domaine du tourisme, sachant que la wilaya dispose de cette vocation. Il reviendra aussi sur les projets des CET qu'il voulait lancer et qui butent sur des oppositions de riverains, notamment à Tichy, Akbou et Béni K'sila, etc.

Hocine Cherfa

Opposition à l'APC d'Akbou Plainte pour l'annulation de la session du 11 janvier

LES ÉLUS de l'opposition à l'APC d'Akbou ont déposé plainte contre l'exécutif en vue d'annuler la dernière session extraordinaire tenue le 11 janvier en cours où l'exécutif a adopté les cahiers des charges liés à la location des marchés hebdomadaires et budget primitif de la commune. Les 11 élus comptent animer une conférence de presse ce matin pour dénoncer le maire pour gestion illégale des marchés hebdomadaires de

la commune, marchés de voitures, marchés de fruits et légumes, marchés de bétail, etc. Une longue déclaration a été rendue publique hier par ces élus (03 MEN, 07 indépendants «Akbou avant Tout», 01 élu RND) où a été sévèrement critiqué l'exécutif. Il y a lieu de noter que le P/APC est en congé de maladie depuis quelques jours. Nous y reviendrons en détail.

H. C.

Activité commerciale

Les marchés informels, un véritable casse-tête

■ A la fin de l'année 2014, et selon les données recueillies auprès du ministère du Commerce, les collectivités n'ont pu éradiquer que 872 marchés informels, laissant près de 500 autres encore en activité.



Par Magda Malek

La lutte contre les marchés informels avait connu en 2014 un début prometteur, constituant ainsi une des priorités du programme du gouvernement. Ainsi, après le recensement du nombre de marchés informels au niveau de l'ensemble du territoire national qui s'était élevé à 1 368, un programme de lutte et éradi-

cation a été mis en place avec pour objectif d'orienter l'ensemble de ces activités vers des sites commerciaux aménagés, inscrits en réalisation pour le compte des collectivités locales. Cependant à la fin de l'année 2014, et selon les données recueillies auprès du ministère du Commerce, les collectivités n'ont pu éradiquer que 872 marchés informels, laissant plus de 496 autres encore en activité.

Cependant, une première évaluation a permis de cibler plus de 40 000 personnes exerçant au niveau des marchés informels et plus de 18 000 personnes ont été réinsérées dans d'autres sites commerciaux. Aujourd'hui, et en l'absence d'un dispositif de contrôle permanent et de lutte contre ce phénomène au niveau local, engageant l'ensemble des autorités locales et parties prenantes, ce phénomène revient

insidieusement. Ce dernier trimestre 2014, notamment au niveau des villes d'Alger, Blida, Tiaret et Tébessa, les marchés informels se réinstallent en toute impunité. Un phénomène qui risque de s'élargir à toutes les villes du pays, avec plus de ténacité, si des mesures urgentes et efficaces ne sont pas prises dans le cadre d'un véritable plan d'action national qui ciblerait toutes les villes impliquant toutes les

autorités et partenaires et axé sur l'adaptation de la politique nationale de l'urbanisme commercial, l'achèvement et l'occupation des marchés locaux couverts et de proximité récemment réalisés et non encore affectés au niveau des communes, l'identification et la lutte contre les réseaux d'importation, de distribution et de stockage des marchandises destinées aux marchés informels, tout en veillant à ce que les produits vendus soient le fait de la production nationale car très souvent l'on retrouve des produits écoulés provenant de réseaux informels et impropres à la consommation, en coordination avec les Douanes, les Impôts, les banques ; et en dernier lieu, la mise en place au niveau local d'un système de suivi de contrôle et d'intervention efficace et l'implication de l'ensemble des collectivités locales à la mise en œuvre de cette opération.

M. M.

Complexe de Tiguentourine

Un gage pour le développement durable

Le complexe gazier de Tiguentourine, qui poursuit ses activités dans la sérénité, s'est désormais fixé un nouveau défi à relever : une plus grande implication dans le développement local tout en l'inscrivant dans la durabilité.

Les images de fumée et de terreur de l'attaque terroriste qui a visé ce site un certain 16 janvier 2013 ne sont plus qu'un mauvais souvenir, alors que responsables et travailleurs de ce complexe, qui tourne actuellement à plus de 75% de ses capacités, maintiennent le rythme dans le but de tenir la promesse de porter cette production à plein régime.

Une remise en service, prévue avant la fin juin prochain, du troisième train de production dont les dommages causés par l'attaque se sont avérés plus sérieux, permettra d'atteindre cet objectif, promet Slimane Benmaazou, directeur de la joint-venture Sonatrach-BP-Statoil qui opère le complexe.

Les ambitions de cette installation, qui symbolise la résistance économique du pays à la menace terroriste, sont maintenant plus grandes et ne se limiteront plus à un simple redémarrage de ce train de production du fait que le nouveau programme de développement adopté par l'association de ces trois compagnies bat son plein et ses premiers résultats sont déjà visibles.

Ce programme prévoit, notamment, la réalisation d'une unité de compression de gaz pour l'augmentation du volume du gaz et produits dérivés (condensat et GPL) ainsi qu'un système de traitement et de récupération des eaux usées et huileuses qui sont actuellement utilisées dans l'irrigation des espaces verts à l'intérieur de la base vie

du complexe, indique à l'APS M. Benmaazou.

«Aucun déchet industriel provenant du complexe n'est rejeté en l'état dans la nature», assure-t-il, ajoutant que les procédures utilisées en la matière ont valu au complexe de Tiguentourine une certification ISO 14001 relative à la protection de l'environnement.

En outre, l'optimisation du volume du gaz produit permettra au site de pouvoir répondre aux sollicitations faites par les autorités locales pour alimenter les deux villes d'Illizi et d'In Amenas en gaz naturel et gaz de ville.

Avec la remise en service du troisième train et l'entrée en activité de l'unité de compression de gaz, la production de l'usine devrait atteindre 17,5 millions de m³/jour en plus de 2 000 tonnes/j de condensat et quelque 1 900 tonnes/j de GPL.

Un programme portant sur le forage d'une vingtaine de puits, dont 15 en hydro fracturation horizontale, est prévu pour l'année en cours afin d'atteindre cette projection.

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population locale

Ce projet dépassera le volume de production optimale et permettra au complexe d'alimenter les villes d'Illizi et d'In Amenas, assure le patron de la joint-venture, ajoutant que les travaux déjà entamés au niveau du site pour concrétiser cet objectif seront achevés en septembre prochain.

Il s'agit d'une connexion sous la forme d'un «T» destinée à acheminer le gaz produit et traité par les installations de Tiguentourine pour alimenter ces deux villes ainsi que la

future centrale électrique en construction au chef-lieu de la wilaya.

«A travers cette opération, le complexe de Tiguentourine aspire à contribuer aux efforts du développement local et à l'amélioration des conditions de vie de la population», assure le même responsable.

D'autre part, dans un souci de rationaliser l'utilisation de l'énergie, les puits sont alimentés en électricité produite par des panneaux solaires.

La piste d'atterrissage aménagée à l'extérieur du site est une autre acquisition au complexe gazier lequel est appelé à assurer près du cinquième des exportations algériennes.

En effet, quatre vols quotidiens pour des appareils de moyenne et de petite tailles sont programmés au niveau de cette nouvelle infrastructure.

Pas loin de l'usine, la base-vie, qui abrite actuellement un peu plus de 1 400 employés entre nationaux et expatriés provenant d'une trentaine de pays a eu, elle aussi, sa part de «métamorphose» avec, outre l'aménagement d'espaces verts, la mise en place de nouveaux équipements sportifs destinés à assurer plus de détente au personnel.

Pour rappel, la base-vie de Tiguentourine a été baptisée au nom du martyr Mohamed Amine Lahmar, l'agent de sécurité qui a sacrifié sa vie en donnant l'alerte pour protéger les travailleurs et les installations.

Le retour des expatriés se poursuit en fonction de l'avancée des travaux de réhabilitation du site, alors que le dispositif de sécurité de l'installation a été renforcé.

Mohamed Rechache /APS

La planète comptera 212 millions de chômeurs en 2019 Le chômage continuera d'augmenter en Algérie et dans le monde

LE TAUX de chômage va encore augmenter en Algérie en 2015 en passant à 11,3%, contre 10,8% en 2014 et 9,8% en 2013.

Le FMI a revu à la hausse le taux de chômage en Algérie par rapport à ses prévisions publiées le mois d'avril 2014 où il prévoyait un taux de chômage de 9,4% en 2014 et de 9% en 2015. Dans le monde le chômage va continuer à croître au niveau mondial pour atteindre plus de 212 millions de personnes en 2019, soit plus de 10 millions supplémentaires par rapport à aujourd'hui, selon les dernières déclarations du patron de l'OIT (Organisation internationale du travail) qui en appelle à des plans de relance et à lutter contre le creusement des inégalités sociales quand on sait que près de la moitié des travailleurs pauvres dans le monde n'ont pas accès aux produits de première nécessité, les femmes étant encore plus touchées. A ce jour, les plans de relance de l'emploi préconisés par l'OIT comme le redressement des finances publiques n'ont pas eu les effets attendus et il faut trouver un juste équilibre entre les objectifs financiers et les politiques de l'emploi, investir dans la formation professionnelle, les services de l'emploi demeure problématique. C'est dire que le système des Nations unies auquel appartient l'OIT commence à montrer ses limites face aux niveaux défis.

Adem El Hadi

Souk Ahras

Séminaire sur le rôle du Croissant et de la Croix-Rouges durant la Révolution

■ Le programme de la célébration des événements sanglants qui ont eu pour théâtre la petite ville tunisienne de Sakiet Sidi-Youcef prévoit également une conférence, des tables rondes, une exposition de photographies prises durant la guerre de Libération nationale, le tout agrémenté d'une action de sensibilisation des écoliers à l'environnement.

Par Kamel L.



Un séminaire sur le rôle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Croissant-Rouge algérien (CRA)

durant et après la Révolution sera organisé le 5 février prochain à Souk Ahras à l'occasion du 57^e anniversaire des événements de Sakiet Sidi-Youcef, a

indiqué samedi le président de cette section, Mohamed-Laïd Agouni.

Initiée par la section locale du CRA, cette manifestation, de

trois jours, sera animée par des experts du CICR et des cadres du CRA en présence de représentants de cette organisation attendus de 15 wilayas de l'Est et

du Sud du pays. Le programme de la célébration des événements sanglants qui ont eu pour théâtre la petite ville tunisienne de Sakiet Sidi-Youcef prévoit également une conférence, des tables rondes, une exposition de photographies prises durant la guerre de Libération nationale, le tout agrémenté d'une action de sensibilisation des écoliers à l'environnement.

Des représentants du Croissant-Rouge tunisien et des étudiants de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) assisteront aux différentes activités en marge desquelles seront décernés des certificats à une quarantaine de jeunes ayant suivi une formation aux premiers secours.

K. L./APS

Le ministre des Moudjahidine :

«Ecrire l'histoire de la révolution de novembre par des gens intègres»

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a déclaré, samedi à Tlemcen, que l'écriture de l'histoire de la glorieuse révolution de novembre doit être faite par des historiens et des chercheurs intègres capables de faire taire les voix tendancieuses qui se sont élevées dernièrement portant atteinte à des symboles de la guerre de Libération nationale. Cette opération se fera à travers des rencontres regroupant tous les moudjahidine, les veuves de chouchada, les chercheurs en histoire pour enregistrer les témoignages vivants

et leur archivage, a souligné le ministre dans une déclaration à la presse lors de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya. Commentant les déclarations ayant porté dernièrement atteinte à des symboles de la guerre de Libération nationale, le ministre a appelé à répondre à cette offense par l'écriture de l'histoire avec la contribution de tous les moudjahidine et leurs témoignages sur les hauts faits de la glorieuse guerre, ajoutant «*si nous n'écrivons pas notre histoire aujourd'hui, l'Etat colonial l'écrira déformée*». Dans le

cadre de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya de Tlemcen, le ministre des Moudjahidine a présidé, en présence des autorités locales et des membres de la famille révolutionnaire, une cérémonie de réinhumation des restes de quatre martyrs au carré des chouchada de la ville de Hennaya, avant de baptiser un groupe d'habitat à hai Boudjlida (Tlemcen) au nom du chahid Hellal Moussa dit Belkacem et inaugurer le nouveau siège de la direction des moudjahidine.

Said F.

Déclarations sur des figures du mouvement national

Sadi déplore la «surenchère» autour de ses propos

Le D' Saïd Sadi, ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et auteur d'une polémique sur le parcours de certaines figures emblématiques du mouvement national, a déploré ce samedi à Béjaïa que ses propos, tenus récemment à Sidi-Aich aient donné lieu à une surenchère «*verbale au lieu d'un débat historique et politique*». «*Il y a eu de la surenchère au détriment du débat*», a-t-il souligné, indiquant que les réactions suscitées ont focalisé bien plus sur les propos tenus, qu'il dit, du reste, assumer entièrement, que sur le contenu de son livre. M. Sadi s'est montré très critique notamment à l'endroit

de l'élite universitaire qui de son point de vue, «*a fait l'impasse sur la substance de l'ouvrage, bien qu'il eut apporté de la matière historique, dont plus d'une centaine de témoignages vivants et authentiques*», a-t-il précisé. «*J'ai été loyal, fait un travail loyal, sans la moindre intention d'allumer des mèches*», s'est-il défendu, s'en prenant vertement à ceux qui, de son point de vue essayent de «*chloroformer le libre débat et caporaliser l'échange*». Au demeurant, cette démarche, y voit-il, «*est entretenue de telle sorte à étouffer l'expression citoyenne*» car, a-t-il tenu à préciser, «*toutes les révolutions ont eu leur lot d'erreurs. Le problème, c'est*

lorsqu'on n'en parle pas ou on essaie de lui appliquer une catharsis», ne manquant pas de mettre en garde «*contre la construction de contrefaçons historiques ou de légendes*» ou plus grave encore, de persister à vouloir opérer «*la confiscation mémorielle, détournée et mutilée pour justifier un pouvoir politique*», a-t-il observé. Intervenant à l'occasion d'une conférence-débat, organisée par le Café littéraire de Béjaïa, M. Sadi a très peu abordé le contenu de son livre, s'évertuant surtout à capitaliser l'opportunité de cette polémique sur l'histoire pour asséner ses vérités et sa vision des choses. Le procureur de la République près le tribu-

nal de Sidi M'hamed a requis, début janvier, l'ouverture d'une information judiciaire contre M. Saïd Sadi, du chef de diffamation, rappelle-t-on. L'ouverture de l'information judiciaire est intervenue «*suite aux [...] déclarations faites par M. Saïd Sadi lors d'une conférence-débat qu'il a animée à Sidi Aich (Béjaïa) au cours de laquelle il a imputé à l'ex-chef d'Etat, feu Ahmed Ben Bella, et à l'ex-chef d'Etat, feu Ali Kafi ainsi qu'à la personnalité nationale et historique Messali El Hadj, des faits portant atteinte à leur honneur et à leur considération*», a souligné un communiqué du parquet de la République.

Halim T./APS

Jacqueline Guerroudj

Un parcours militant contre l'oppression et l'injustice

Le parcours militant de Jacqueline Guerroudj, moudjahida et ancienne condamnée à mort, décédée récemment à Alger à l'âge de 95 ans, représente un symbole avéré des luttes contre l'oppression et l'injustice, et reflète tout l'engagement des défenseurs de la cause algérienne d'origine européenne, témoignent des amis de la défunte et des spécialistes en histoire. L'engagement de Jacqueline Guerroudj à côté de son époux, le moudjahid Abdelkader Guerroudj, dit Djilali,

et sa fille Danielle Minne, dans la libération de l'Algérie du joug colonial, démontre un patriotisme incontestable et un combat solide pour la justice, la liberté et la paix, selon des témoignages recueillis mardi par l'APS au cimetière d'El Alia, où la défunte a été enterrée au carré des martyrs. La moudjahida Louisa Ighilahriz, pour qui Jacqueline Guerroudj a beaucoup contribué dans son éducation militante et sa détermination à aller de l'avant dans le combat libérateur, a qualifié la défunte de

«*patrimoine national*» de l'histoire de l'Algérie. «*C'était notre petite maman en prison. Nul n'est éternel, mais c'est toujours dur de perdre quelqu'un de très cher. Jacqueline n'a jamais baissé les bras. Elle était consciente et convaincue que l'Algérie allait recouvrer sa liberté. Elle n'a jamais remis en cause l'indépendance de l'Algérie*», a indiqué Louisa Ighilahriz avec émotion. «*Jacqueline est d'origine européenne, mais elle a choisi l'Algérie, pays qu'elle a fait sien et*

n'a jamais quitté», a-t-elle ajouté. L'universitaire et professeur en histoire, Mohamed El Korso, a indiqué que «*l'Algérie perd en Jacqueline Guerroudj une des militantes les plus symboliques de la guerre de Libération nationale d'origine européenne, auxquelles il faut rendre un grand hommage*». «*Jacqueline a abandonné son appartenance à la France pour épouser la cause du peuple algérien. Elle s'est reconnue dans la cause algérienne et dans le peuple algérien, d'ailleurs, elle n'a*

pas quitté l'Algérie même pendant les années les plus dures du terrorisme», a souligné M. El Korso. Pour le président de l'Association des anciens condamnés à mort, Mustapha Boudina, la défunte était «*une sœur de lutte qui a donné toutes les preuves de son patriotisme et de son amour pour l'Algérie, et qui a continué, après l'indépendance, à militer d'une manière très forte et engagée pour l'édification de l'Etat républicain*».

APS

Relizane

Plantation de 10 000 arbustes à Sidi Khettab

■ Des espèces de pin d'Alep ont été mises en terre pour protéger les terres et le sol contre l'érosion et étendre les espaces boisés dans la wilaya.

Par Salem K./APS

Quelque 10 000 arbustes ont été plantés samedi à Sidi Khettab, au nord-est de la wilaya de Relizane, dans le cadre de la campagne nationale de reboisement «Un arbre pour chaque chahid».

Cette opération a vu la participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, d'agents de la Conservation des forêts et de la Protection civile aux côtés des autorités de la daïra d'El Matmar et de citoyens.

Des espèces de pin d'Alep ont été mis en terre pour protéger les terres et le sol contre l'érosion et étendre les espaces

boisés dans la wilaya, a indiqué le chef de service protection du patrimoine forestier et animalier à la Conservation des forêts, Mohamed Ghermoul.

L'objectif escompté de cette campagne est de développer l'esprit environnemental, instaurer la culture du bénévolat chez le citoyen et le sensibiliser sur le devoir de préserver le patrimoine forestier, a-t-on indiqué.

D'autres opérations similaires se poursuivront dans les prochains jours dans plusieurs régions de la wilaya, à l'instar de Sidi M'hamed Benali, Oued Rhiou, dans le cadre de cette campagne nationale visant à planter 1,5 million d'arbustes à travers le pays. Plus de 190 000



Ph. DR

arbustes avaient été plantés lors de la campagne 2013-2014.

La wilaya de Relizane dispose d'un patrimoine forestier s'étendant sur une superficie de

60 000 hectares, composé de 55 % d'arbres de pin d'Alep, a-t-on relevé à la Conservation des forêts.

S. K./APS

Commune de Lioua (Biskra)

Un réseau d'électrification agricole de 130 km

Un réseau d'électrification agricole de 130 km a été retenu, au titre de l'exercice 2015, au bénéfice de la commune de Lioua, dans la wilaya de Biskra, a indiqué samedi le président de l'Assemblée populaire communale, Ahmed Raïb.

L'opération, financée dans le cadre des programmes d'équipements, sera menée à partir de trois principaux pôles agricoles

situés aux lieux-dits Deraa-Remal, Erreg et El Ghemig, a précisé à l'APS cet élu.

L'essentiel de ce programme d'électrification, soit 85 km, sera concrétisé dans la zone d'El Ghemig, éminemment céréalière, mais qui produit également des fourrages, des dattes et des légumes, notamment des tomates, des oignons et des carottes, a précisé M. Raïb.

Ce projet qui permettra la mise en service des équipements de pompage hydraulique à partir de forages, contribuera à la promotion du secteur agricole à travers l'amélioration des rendements et l'extension des surfaces cultivées, a fait savoir le même édile, soulignant que cette opération d'électrification agricole sera lancée «très prochainement».

Ali O.

Glissements de terrain à Tizi-Ouzou

Réalisation de 500 confortements sur le réseau routier

La direction des travaux publics (DTP) de Tizi-Ouzou a lancé la réalisation de 512 confortements de tronçons affectés par des glissements de terrain sur le réseau routier de la wilaya, au titre du programme de développement sectoriel 2014, a indiqué samedi le chargé du bureau de développement

des infrastructures. Sur ce nombre, il a été réalisé, à ce jour, 464 confortements, dont 91 sur le réseau des routes nationales (RN), 93 sur le réseau des chemins de wilaya (CW) et 280 sur le réseau des routes communales, a indiqué à l'APS Noureddine Guellal. Il a également signalé la concrétisation

de travaux de confortement de 37 ouvrages d'art, dont 22 sont situés sur des routes nationales et 15 autres sur le réseau des chemins de wilaya.

M. Guellal a, en outre, fait part d'une opération de réhabilitation réalisée sur un axe de 17 km de la RN 68, reliant Draa El Mizan à Tizi Ghenif, jusqu'à la

commune de Mekira (limite administratives avec la wilaya de Boumerdes), parallèlement au parachèvement, durant la même année (2014), d'une opération d'entretien au profit de 6 ouvrages d'art, construits sur des routes nationales.

Ammar T.

Programmes de développement à Mila

Plus de 15 milliards de dinars injectés

Un montant de plus de 15 milliards de dinars a été mis en place pour la conduite du programme de développement accordé à la wilaya de Mila au titre de l'exercice 2015, a indiqué samedi le wali, Abderrahmane Kaddid. Le chef de l'exécutif local, qui s'exprimait en marge d'une inspection des différents projets d'habitat et d'équipements publics en réalisation au

chef-lieu de wilaya, a indiqué que ces moyens sont notamment puisés des programmes sectoriels décentralisés (PSD) et des programmes communaux de développement (PCD). Le wali a insisté, au cours de sa tournée d'inspection, sur l'attention particulière accordée, dans ce contexte, à une opération «prioritaire», en l'occurrence le doublement de la route nationale (RN) 27

reliant Mila aux wilayas de Jijel et de Constantine dont les études de réalisation sont achevées. L'année 2015 s'annonce, en matière de développement local, sous des auspices d'autant plus favorables que le taux de consommation des crédits alloués en 2014 a atteint 93% en ce qui concerne les PSD et 70% pour ce qui est des PCD, a-t-on indiqué.

Said D.

Mostaganem

Entrée en service de deux unités industrielles

Le tissu industriel de la wilaya de Mostaganem s'est renforcé par deux unités industrielles de production d'engrais solides et de câbles électriques, entrées en service en 2014, a-t-on appris de la direction de l'industrie et des mines.

Inscrites dans le cadre de l'investissement privé, ces unités emploient plus de 750 travailleurs permanents et sont implantées dans les zones d'activités de Sayada et Mesra.

La capacité de production de l'unité d'engrais solides est esti-

mée à 120 000 tonnes/an, alors que celle de l'unité de câbles électriques est de 90 000 t/an.

Le tissu industriel de la wilaya de Mostaganem compte 95 unités publiques et privées réparties à travers neuf zones d'activités employant un effectif total de

4 590 travailleurs.

Les industries agroalimentaires sont en tête des activités des unités avec 39 usines, en plus de matériaux de construction, chimie, plastique, bois, papier, fer, acier, cuirs et textiles.

R. R.

Structures de santé

Mascara aura bientôt son premier centre anti-cancer

LA WILAYA de Mascara a bénéficié d'un projet de réalisation d'un premier centre anti-cancer doté d'une capacité de 120 lits, a-t-on appris samedi du directeur de la santé et de la population. Abdelkrim Mohamed a indiqué à l'APS que cet établissement sanitaire prendra en charge la chimiothérapie et la radiothérapie au profit de 2 000 personnes atteintes du cancer dans la wilaya et dont le nombre est en croissance chaque année. Le projet, dont l'étude sera prochainement lancée, devra épargner aux malades des déplacements pénibles vers les wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbès pour passer une radiothérapie. Par ailleurs, le secteur de la santé a bénéficié, selon le même responsable, d'une enveloppe de 280 millions DA pour la réalisation de deux centres de transfusion sanguine à Mascara et Tighennif, dotés d'une capacité de 24 appareils de transfusion par centre. Les travaux de réalisation de ces centres seront lancés au premier trimestre de l'année en cours. Une autre enveloppe de 80 millions DA a été également débloquée pour l'acquisition d'équipements de traitement et d'incinération de déchets hospitaliers au profit des hôpitaux de la wilaya. En outre, les deux centres de transfusion sanguine de Mohammadia et de Sig ont bénéficié de six nouveaux appareils de transfusion chacun pour mieux prendre en charge les malades insuffisants rénaux, en plus de l'acquisition de 10 ambulances, portant leur nombre dans la wilaya à 54 ambulances.

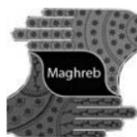
Dali Y.

Feliache (Biskra)

250 palmiers dattiers détruits par un incendie

PAS MOINS de 250 palmiers dattiers et de nombreux arbres fruitiers ont été détruits dans un incendie qui s'est déclaré dans la soirée de samedi dans une oasis située à Feliache (Biskra), a appris l'APS dimanche auprès de la Protection civile. Le sinistre a réduit en cendres plusieurs dizaines de figuiers et d'oliviers ainsi que des herbes sauvages dans cette oasis située à l'est de la capitale des Ziban, a précisé la même source. L'intervention diligente des éléments de la Protection civile de l'unité principale de Biskra, appuyés par d'importants moyens anti-feu, a permis de circonscrire l'incendie aux bout de sept heures d'efforts et d'éviter ainsi qu'il ne se propage au reste de cette oasis, a-t-on également affirmé. Ce ne sont pas moins de 1 000 palmiers dattiers menacés par les flammes qui ont pu être sauvés, ont encore affirmé les services de la Protection civile, rappelant que dans cette wilaya, quelque 4 000 palmiers dattiers sont détruits chaque année par des incendies.

Hani Y.



Tunisie

Le vote de confiance au nouveau gouvernement aura lieu demain

■ Vendredi, le Premier ministre tunisien désigné, Habib Essid, avait présenté au Président Béji Caïd Essebsi un gouvernement «de compétences nationales» qui compte 24 ministres dont 3 femmes, un secrétaire général du gouvernement et 14 secrétaires d'Etat dont 6 femmes.

Par Mondji Tahri

Le vote de confiance au nouveau gouvernement tunisien aura lieu demain 27 janvier au cours d'une séance plénière à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), a rapporté l'agence de presse TAP samedi.

Cette date a été fixée lors de la réunion des présidents des groupes parlementaires et des représentants de partis à l'hémicycle du Bardo, tenue samedi en fin de matinée et consacrée aux points litigieux dans le projet de règlement intérieur du Parlement, a précisé l'agence, citant le député lyad Dahmani (Al Joumhour).

Vendredi, le Premier ministre tunisien désigné, Habib Essid, a présenté au Président Béji Caïd Essebsi un gouvernement «de compétences nationales» qui compte 24 ministres dont 3 femmes, un secrétaire général du gouvernement et 14 secrétaires d'Etat dont 6 femmes.

M. Essid a affirmé à la presse avoir choisi les membres de son cabinet à l'issue de «rencontres et de consultations avec les représentants des partis politiques (...) et des composantes de la société civile, afin d'entendre leurs avis et leurs propositions concernant ce gouvernement et son programme de travail».

Economie souterraine et commerce parallèle creusent le déficit commercial

Le creusement du déficit commercial de la Tunisie est essentiellement causé par le renforcement de l'économie souterraine, a déclaré l'expert écono-



nomique spécialisé dans les crises financières, Mourad Hattab. Dans une déclaration à la TAP, il a souligné que la croissance de l'économie souterraine, notamment le commerce parallèle, le blanchiment d'argent et la création de sociétés écrans, outre la propagation des crimes économiques et fiscaux, est passée de 22% (avant janvier 2011) à 53,4% actuellement.

Et d'ajouter que «les réseaux de l'économie parallèle en Tunisie attirent une main-d'œuvre très importante (des millions de personnes) qui travaille dans des conditions précaires et sans aucune couverture sociale».

Cette situation, précise encore le responsable, est à l'origine d'«une hémorragie fiscale» estimée à 9780 millions de dinars (MD). En effet, ces activités ne participent qu'à hauteur de 1,7% aux ressources fiscales globales de l'Etat, selon un rapport réalisé, en mai 2014 par la Banque mondiale sous le thème: «La richesse inachevée».

Pour Hattab, le développe-

ment du commerce parallèle est expliqué par «la propagation du phénomène du terrorisme dont le financement est tributaire de la contrebande, des financements extérieurs et des transferts financiers hors canaux structurés».

Le creusement du déficit commercial réduit la capacité de la Tunisie à honorer ses engagements

«Il est impératif d'adopter des dispositions urgentes à même de maîtriser le creusement du déficit commercial du pays qui a atteint, en 2014, 13 635,9 MD, contre 11 808,2MD en 2013, selon les dernières données publiées par l'Institut national de la statistique (INS)», précise encore l'expert.

Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Chedly Ayari, a exprimé plusieurs fois son inquiétude de la poursuite du déficit de la balance commerciale qui est passé de 3,3% du PIB en 2013 à 8,9% en 2014.

Les prévisions tablent sur un déficit de 7,5% du PIB en 2015. Ayari a, en outre, mis en garde contre cette situation qui peut,

selon ses dires, causer un dangereux glissement. «La situation pourrait s'aggraver si le gouvernement de Habib Essid ne prend pas des dispositions urgentes visant à maîtriser le gap entre les exportations et les importations au cours des prochains 100 jours», souligne encore Hattab.

Et d'ajouter que si cet écart persiste, le pays aura des difficultés à honorer ses engagements, notamment, au niveau du service de la dette qui passera de 4 275 MD à la fin 2015 à plus de 6 700 MD au début 2018. La hausse est expliquée par les crédits accordés à la Tunisie de 2012 aux 10 premiers mois 2014 (plus de 22 130 MD sans compter les dons estimés à 5 100 MD).

Cette conjoncture a causé une régression annuelle de 7% en moyenne du dinar par rapport à l'euro et au dollar, au cours des trois dernières années, ce qui a influencé le coût de production au sein des entreprises, l'activité économique en général et le pouvoir d'achat des citoyens qui a enregistré une baisse annuelle de 10% en moyenne.

Les mesures urgentes, selon Hattab, consistent à injecter 2 200 MD dans le système financier tunisien, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI) et d'autres institutions financières internationales, afin de soutenir l'effort des entreprises, d'améliorer la production et la consommation et de créer davantage d'emplois.

Il s'agit en outre d'entamer la réalisation progressive de 581 projets programmés. L'impulsion de l'économie structurée est, selon Hattab, de nature à atténuer le phénomène de l'économie informelle devant être intégré dans le circuit éco-

nomique organisé.

Il a souligné la nécessité d'œuvrer, au cours des prochains mois, à impulser les investissements public et privé, lesquels ont enregistré, depuis 2012, une baisse dépassant 22% en moyenne annuelle et à accorder un intérêt particulier aux secteurs du tourisme et de l'exportation qui garantissent la liquidité.

Ces mesures visent encore à rationaliser et à contrôler davantage les importations, outre le renforcement de l'exportation à travers la révision de la fiscalité et les législations qui l'organisent d'une manière générale.

Il s'agit en outre de lutter contre le phénomène de l'économie informelle et du commerce parallèle et d'intensifier le contrôle sur les sociétés offshore. L'expert a appelé à dynamiser davantage les systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent et assurer leur conformité aux règles régissant les transferts, outre la consolidation du système sécuritaire en vue de lutter contre la contrebande dans les zones frontalières.

M. T.

Maroc Saisie de près de 24 tonnes de résine de cannabis

LES AUTORITÉS marocaines

ont saisi dans la nuit de vendredi à samedi près de 24 tonnes de résine de cannabis lors d'une poursuite en mer au large des côtes nord du pays, a rapporté l'agence MAP.

Selon l'agence, plusieurs embarcations, transportant une quantité totale de 23 tonnes et 800 kg de résine de cannabis, ont été interceptées par les forces de sécurité qui ont arrêté également 11 personnes dans la région de Larache (nord). Une enquête pour trafic de drogue a été ouverte par les autorités. Cette opération intervient au lendemain de l'annonce du démantèlement d'un réseau de drogue marocain par la police espagnole qui a arrêté 55 personnes et saisi 11 tonnes de cannabis après deux années d'enquête. Au cours des six premiers mois de l'année 2014, quelque 100 tonnes de résine de cannabis et 143 000 comprimés hallucinogènes ont été saisis par les autorités marocaines qui ont également démantelés 98 réseaux de trafic de drogue, selon les derniers chiffres officiels.

R. R.

Boujemâa Remili, directeur exécutif de Nidaa Tounès :

Le gouvernement Essid ne vise pas à «satisfaire certaines parties»

Le directeur exécutif de Nidaa Tounès, Boujemâa Remili, a nié, samedi, que le gouvernement de Habib Essid dont la composition a été annoncée vendredi, soit un gouvernement visant à «satisfaire certaines parties».

«Ce gouvernement est le fruit de longues concertations menées sans exclusion», a-t-il

déclaré à la TAP, en marge de sa participation, samedi, à une activité politique de son parti à Sousse, estimant que le gouvernement Habib Essid devrait obtenir l'aval des élus du peuple à une majorité confortable.

Remili a ajouté que l'équipe du gouvernement, qui regroupe des personnalités compétentes et indépendantes, sera appelée à

mettre en œuvre le programme de Nidaa Tounès présenté lors de la campagne électorale ainsi que ceux des partis avec lesquels il s'est concerté pour la formation du gouvernement. «Nidaa Tounès soutiendra le gouvernement de Habib Essid et devra contrôler son action», a-t-il assuré.

M.N.

Libye

Le groupe Ansar Asharia confirme la mort de son chef

Le groupe libyen d'Ansar Asharia, classé groupe terroriste par l'ONU et les Etats-Unis, a confirmé la mort de son chef Mohamed al-Zehawi.

Ansar Asharia a confirmé la mort de Mohamed al-Zehawi dans un communiqué, cité

samedi par des médias, sans préciser ni la date ni les circonstances de sa mort.

Un responsable de l'armée libyenne avait annoncé plus tôt la mort d'al-Zehawi tué, selon lui, en octobre dans des combats à Benghazi, dans l'est du

pays. Plus tôt dans la journée, des sources de sécurité ont annoncé que le chef des services de sécurité de la ville de Syrte, contrôlée par des groupes armés, a été assassiné ainsi que son chauffeur jeudi.

Syrte est sous le contrôle de

groupes armés, principalement Ansar Asharia, et la coalition Fajr Libya, qui regroupe notamment des milices armées et a pris le contrôle de Tripoli en août 2014.

APS



Groupe EI

L'exécution de l'otage japonais fermement condamnée dans le monde

■ Japon, États-Unis, France et Grande-Bretagne ont fermement condamné ces deux derniers jours l'exécution sommaire d'un Japonais otage du groupe État islamique (EI), le Premier ministre nippon et le président américain exigeant «la libération immédiate» du deuxième Japonais aux mains des djihadistes.

Par Ali O.

«**U**n tel acte de terrorisme est ignoble et inadmissible, je le condamne avec la plus grande fermeté», s'est indigné Shinzo Abe.

Les responsables des principaux partis politiques japonais ont de même exprimé hier leur profond indignation face à ce meurtre.

M. Abe a exprimé ses condoléances à la famille de son compatriote assassiné, Haruna Yukawa (vraisemblablement enlevé en Syrie en août dernier), et de nouveau exigé que soit relâché sans délai l'otage restant, le journaliste Kenji Goto, probablement capturé par l'EI fin octobre.

«Nous allons continuer à combattre le terrorisme aux côtés de la communauté internationale», a assuré le Premier ministre japonais.

Barack Obama a déclaré que les États-Unis se tenaient «aux côtés de leur allié japonais et applaudissent le dévouement du Japon pour la paix et pour le développement dans une région loin de ses frontières».

«Nous continuerons à travailler ensemble pour traduire ces meurtriers en justice et continuerons à mener des actions pour affaiblir et au final éliminer l'EI», a-t-il conclu.

Le Premier ministre britannique David Cameron a de son côté estimé que «le meurtre brutal présumé de Haruna Yukawa et les autres menaces faites par l'EI rappellent une nouvelle fois la barbarie meurtrière de ces terroristes». Le président français François Hollande a



condamné hier «l'assassinat barbare» d'un otage japonais. Il a également salué «l'engagement déterminé du Japon dans la lutte contre le terrorisme international et son rôle actif en faveur de la paix au Moyen-Orient».

Bien que des doutes aient été initialement exprimés sur l'authenticité de la vidéo mise en ligne pour annoncer la mort de M. Yukawa, le Premier ministre Abe a jugé qu'elle était hautement crédible.

«Nous avons examiné attentivement ces images et des analyses se poursuivent, mais nous ne pouvons hélas que penser que leur crédibilité est élevée», a dit M. Abe

hier matin. «Nous continuons de vérifier», a insisté ensuite le porte-parole du gouvernement, Yoshihide Suga, lors d'un point de presse.

Les déclarations antérieures du président américain et du Premier ministre britannique semblent indiquer que leurs services de renseignement ont authentifié ce document attribué aux djihadistes.

D'une durée de près de trois minutes, cette vidéo montre une image fixe de M. Goto en tunique orange tenant dans les mains une

photo de ce qui semble être le corps de M. Yukawa.

La directrice de SITE, centre américain spécialisé dans la surveillance en ligne de la mouvance djihadiste, avait affirmé plus tôt que ce document «a bien été diffusé par l'EI», même si «il ne présente pas les mêmes caractéristiques que les précédentes vidéos de décapitation. Le montage a visiblement été fait à la hâte et il manque les habituels logos d'Al-Furqan media foundation, bras armé médiatique de l'EI».

Ce nouveau développement est intervenu moins de deux jours après l'expiration de l'ultimatum de 72 heures posé mardi dernier par les islamistes de l'EI qui menaçaient d'exécuter les deux Japonais à moins de recevoir une rançon de 200 millions de dollars.

Le gouvernement japonais, qui subit aussi la pression des dirigeants étrangers pour ne rien lâcher, a sans cesse réaffirmé sa détermination à «ne pas céder aux menaces terroristes», ainsi que son engagement à le combattre, avec d'autres pays, même si le Japon ne peut fournir que des soutiens non militaires à la communauté internationale, du fait de l'interdiction constitutionnelle de passer à l'offensive.

«Notre position n'a pas changé», a redit hier matin le porte-parole du gouvernement.

La priorité du gouvernement Abe est désormais de sauver Kenji Goto, de «tout faire pour qu'il soit relâché au plus vite», en sollicitant «l'aide d'autres pays, à commencer par la Jordanie» où est détenue une personne dont l'EI a réclamé la libération dans la nouvelle vidéo.

«Le gouvernement de Jordanie est aussi dans une situation délicate» vis-à-vis de l'EI, a souligné un expert de la chaîne publique NHK, ajoutant que «la manière dont il agira sera cruciale». Les spécialistes de l'islam et médias insistent aussi sur le rôle clef que pourrait aussi jouer la Turquie.

A. O.

Yémen

Tirs à Sanaa, la réunion d'urgence du Parlement reportée

Des tirs ont résonné hier dans la capitale yéménite, quadrillée par des miliciens chiites, exacerbant la crise dans ce pays allié de Washington où le président et le gouvernement ont jeté l'éponge.

Ajoutant à la confusion, le Parlement, qui devait se réunir en urgence pour discuter de la démission d'Abd Rabbo Mansour Hadi et du cabinet, a de nouveau reporté sa session d'urgence à une date non précisée.

La démission de l'exécutif risque d'affecter les efforts du grand allié américain dans la lutte contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), branche basée au Yémen et considérée comme la plus dangereuse du réseau extrémiste sunnite.

Dans la capitale Sanaa, contrôlée par les miliciens chiites d'Ansaruallah, dits Houthis, la tension était palpable hier matin et une tentative de manifestation de leurs opposants devant l'Université a failli tourner au drame quand des miliciens ont commencé à tirer en l'air à balles réelles pour disperser le rassemblement.

Selon des témoins, les Houthis ont arrêté des participants et s'en sont pris à des journalistes, les empêchant de filmer la fuite de dizaines de manifestants. Pour empêcher toute nouvelle tentative de rassemblement, les miliciens ont renforcé leur présence armée dans le secteur de l'Université.

Cette escalade intervient au lendemain d'une grande manifestation contre la présence des Houthis dans la capitale – où ils sont entrés le 21 septembre – et trois jours après la démission du président Hadi et du gouvernement.

M. Hadi, 69 ans, au pouvoir depuis 2012, a jeté l'éponge jeudi soir après avoir constaté que le Yémen était «dans une impasse totale» suite à la prise du palais présidentiel par les Houthis qui ont renforcé leur emprise sur Sanaa.

Ils encerclent ainsi plusieurs bâtiments officiels et logements de responsables, et imposent des restrictions de mouvement aux membres de l'exécutif démissionnaire. «Nous sommes en résidence surveillée», a déclaré à l'AFP le ministre d'État démissionnaire Hassan Mohamed Zeïd.

Les miliciens chiites bloquent aussi un convoi de tribus sunnites armées, arrivé samedi à Sanaa avec l'intention d'évacuer les ministres et hauts responsables assiégés. Les députés devaient se retrouver hier pour discuter du départ du président, mais cette réunion a été reportée, à «une date ultérieure» non précisée pour permettre de «s'assurer que tous les membres soient informés pour y participer», selon l'agence officielle Saba. La réunion avait dans un premier temps été annoncée pour vendredi, quelques heures après la démission M. Hadi, que le

Parlement avait refusée, selon l'entourage du chef de l'État. Le président du Parlement, Yahia Al-Raï, qui représente désormais la seule autorité légitime du pays, a regagné hier Sanaa après avoir présenté samedi à Ryad les condoléances de son pays après la mort du roi Abdallah d'Arabie saoudite.

Dans la capitale, les habitants redoutent une paralysie de l'administration, et personne ne sait si les salaires des employés de l'État seront versés à la fin du mois ou si les services publics continueront de fonctionner.

Outre le chaos politique et les violences, le pays est au bord d'une catastrophe humanitaire. Oxfam a ainsi averti que 16 millions de Yéménites, soit plus de la moitié de la population, ont besoin d'aide. «Une crise humanitaire aux proportions extrêmes menace le pays si l'instabilité continue», a souligné l'organisation d'aide dans un communiqué.

Dans le sud du pays, généralement favorable à M. Hadi, la fronde contre Sanaa ne se passe pas sans frictions entre les forces de l'ordre et des éléments séparatistes.

Un accrochage a opposé les deux parties hier matin lorsque des séparatistes ont installé un point de contrôle à Crater, dans le centre de la ville. Un soldat a été tué et trois autres ont été blessés, selon une source de sécurité.



Points chauds

Rivalité

Par Fouzia Mahmoudi

Si François Hollande a spectaculairement «profité» des attentats qui ont frappé la France au début du mois en gagnant plus de vingt points de popularité, celui qui tire véritablement son épingle du jeu est Manuel Valls qui semble avoir durant les quelques jours de crise qui ont secoué leur pays impressionné les Français. Malheureusement pour François Hollande cela s'est fait à ses dépens alors que plus de 72% de sondés estiment dans une étude d'opinion publiée hier que le Premier ministre ferait un meilleur président. En effet, Manuel Valls serait plutôt un meilleur président de la République que François Hollande pour 72 % des Français, mais il serait plutôt un moins bon chef de l'État que Nicolas Sarkozy. À la question «pensez-vous que s'il était président de la République, Manuel Valls serait plutôt meilleur ou plutôt moins bon que ne l'est François Hollande ? », 72 % répondent «plutôt meilleur», 27 % «plutôt moins bon» et 1 % ne se prononce pas. Parmi les sympathisants de gauche, 58 % affirment leur préférence pour l'actuel Premier ministre, contre 41 % pour François Hollande (1 % ne se prononce pas). Parmi les sympathisants de droite, 85 % pensent que Manuel Valls serait plutôt un meilleur président que François Hollande, alors que 15 % sont de l'avis contraire. En revanche, 52 % des Français pensent que Manuel Valls serait un moins bon président que Nicolas Sarkozy, 47 % pensent le contraire et 1 % ne se prononce pas. Cette question provoque un fort clivage gauche-droite. Parmi les sympathisants de la gauche, 80 % donnent la préférence à Manuel Valls face à Nicolas Sarkozy. Parmi les sympathisants de la droite, ils sont 83 % à préférer l'ancien président de la République face à l'actuel Premier ministre. Un sondage qui risque de ne pas plaire à François Hollande qui pense certainement aujourd'hui que ses chances de réussite en 2017 ne sont plus si nulles. Visiblement si les Français sont actuellement prêts, une nouvelle fois, à choisir un candidat socialiste pour les diriger ils penchent clairement pour que ce candidat soit Manuel Valls. De quoi raviver les rivalités entre le Premier ministre et le président. D'anciennes rivalités qui s'étaient apaisées ces derniers mois alors que les deux hommes partageaient la même impopularité risquent de connaître une nouvelle vie alors que Manuel Valls fait de plus en plus d'ombre à un François Hollande qui semble bien décidé à ne céder sa place à personne en 2017.

F. M.



Du 17 au 23 février

Premier festival national de la chanson engagée à Tiaret

■ Le programme de ce festival prévoit des expositions sur la guerre de Libération nationale, l'artiste chahid de la région Ali Maachi, les instruments de musique et l'habit traditionnel de la wilaya de Tiaret.

Par Amina G./APS

La ville de Tiaret abritera un premier festival national de la chanson engagée du 17 au 23 février prochain, a-t-on appris samedi auprès du directeur de la culture de la wilaya.

Cette manifestation culturelle verra la participation de troupes de chant de 20 wilayas du pays, a indiqué Abdelhamid Morsli.

Ce festival de chant, qui coïncide avec la journée nationale de l'artiste célébrée

le 18 février, touchera différents genres musicaux interprétant la chanson engagée, selon la même source.

Des conférences animées par des universitaires sur la chanson engagée, son histoire et ses spécificités sont au programme de ce rendez-vous artistique qu'abritera la maison de la culture Ali-Maachi.

Le programme de ce festival prévoit des expositions sur la guerre de Libération nationale, l'artiste chahid de la région Ali Maachi, les ins-



Ali Maachi 1927-1958

truments de musique et l'habit traditionnel de la wilaya de Tiaret. Le festival constituera également une occasion pour enregistrer des témoi-

gnages vivants sur la vie de l'artiste chahid Ali Maachi, selon le directeur de la culture de Tiaret.

Amina G./APS

Souk Ahras

Vingt bibliothèques communales réceptionnées en 2015

Pas moins de 21 bibliothèques seront réceptionnées «au cours du premier trimestre de l'année en cours» dans autant de communes de la wilaya de Souk Ahras, a indiqué dimanche à l'APS le directeur de la culture, Amor Manaâ.

Ces infrastructures, financées par le Fonds commun des collectivités locales (FCCL), s'ajoutent aux 10 équipements similaires réalisés dans le cadre du programme

spécial de développement des Hauts-Plateaux et ouverts aux lecteurs en 2013, a ajouté ce responsable.

En attendant la livraison des 21 nouveaux espaces de lecture, une bibliothèque publique dotée d'une salle de lecture de 250 places et d'un espace internet de 100 places vient juste d'être réceptionnée au chef-lieu de la wilaya, a également fait savoir M. Manaâ.

La ville de Souk Ahras sera par ailleurs dotée en 2015 d'un grand pôle culturel composé d'une maison de la culture, achevée à 95%, d'un conservatoire régional de musique, d'un musée archéologique, de galeries d'exposition, d'une salle de conférences de 100 places et de plusieurs ateliers, a encore rappelé le directeur de la culture.

Yanis G.

Roman

Nora Sari présente «Un concert à Cherchell»

«Un concert à Cherchell», roman de Nora Sari, a été présenté au public, samedi à la maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen, par l'auteure même.

Devant une assistance nombreuse qui a découvert pour la première fois cette romancière, Nora Sari, qui est à son premier roman de 366 pages édité à Alger, relate l'histoire de Cherchell où «les demeures sont plantées dans un environnement coloré, riche, empreint d'une culture et d'un art de vivre existant bien avant l'occupation française et

dont l'art culinaire et la musique arabo-andalouse constituent la clé de voûte».

La romancière, qui a passé toute sa carrière comme enseignante de la langue française dans plusieurs lycées d'Alger, pose, dans cet ouvrage autobiographique composé de 88 nouvelles, son regard d'enfant sur sa ville natale, ses us et coutumes et sur sa famille, mais aussi sur des personnages qui ont fait l'histoire de cette ville pleine de mémoire et chargée d'histoire.

Dans un style raffiné et dans une parfaite

description, Nora Sari a réussi, de l'avis de l'assistance, ce premier ouvrage qu'elle écrit après une longue carrière d'enseignante et de journaliste dans une rubrique culturelle.

Cet ouvrage raconte l'histoire de la romancière étant enfant, celle de son père, un ancien médersien et élève du cheikh Ahmed Benzkrî, les soirées musicales de cheikh Mahfoud qu'organisait son père dans sa maison d'hôte, celle des voisins et de la vie en général dans cette ville chargée d'histoire. «Cet ouvrage rassemble un éventail de chroniques cherchelloises, vécues ou connues de l'auteur en 1952, année de ses sept ans».

Dans cette œuvre autobiographique, Nora Sari rappelle aussi des traditions de la célébration du Mawlid ennabaoui dans la ville de Cherchell, des fêtes religieuses comme l'Aïd El Fitr et l'Aïd El Adha et les chansonnettes qui accompagnaient certains rituels dont les mariages et certaines chansons d'escarpolette chantées par les petites filles.

Le roman «Un concert à Cherchell» se veut aussi une manière de préserver tout ce legs patrimonial immatériel hérité dans cette région du pays et pour lequel l'auteure a fait d'énormes efforts pour le rassembler et le publier.

En bonne narratrice, Nora Sari a réussi à capter l'attention de la nombreuse assistance qui a trouvé beaucoup de plaisir à suivre la présentation de cet ouvrage, une première expérience d'écriture romancière alliant amour du terroir, nostalgie, art et histoire.

R. C.

Légende du folk-song, âgée de 73 ans Bob Dylan offre son album à des milliers de personnes

Le chanteur américain Bob Dylan a annoncé vendredi qu'il allait offrir son dernier album, «*Shadows in the night*», à 50 000 personnes de plus de 50 ans, considérant que la «*passion appartient à la jeunesse*». Le 36^e album enregistré en studio par la légende du folk-song âgée de 73 ans, où il reprend des titres de Frank Sinatra et qui sort le 3 février, sera expédié au hasard à 50 000 lecteurs du magazine *AARP*, qui est adressé à quelque 35 millions d'Américains de plus de 50 ans.

Dans un rare entretien au magazine, Bob Dylan a expliqué avoir pensé que, selon lui, les membres de l'*AARP* (Association américaine des retraités) apprécieraient l'album. Il a également précisé avoir appris que «*la passion appartient à la jeunesse*».

Bob Dylan, représentant important de la contre-culture des années 1960 sans jamais s'associer à un quelconque mouvement politique, a appelé dans son entretien à l'*AARP* les riches Américains à faire davantage pour créer des emplois.

«*Le gouvernement ne va pas créer d'emplois. Il n'en a pas besoin. La population doit créer des emplois, et ces gros milliardaires sont ceux qui peuvent le faire*», a-t-il estimé.

«*Nous voyons la criminalité et les centre-villes exploser à cause de gens qui n'ont rien à faire, se tourner vers l'alcool et la drogue. Tous ces gros milliardaires pourraient créer des emplois pour eux*», a expliqué Bob Dylan, précisant toutefois: «*Je ne parle pas de communisme*».

Sila F.

Rendez-vous culturels

Centre Culturel Aïssa-Messaoudi de la Radio nationale
Jeudi 29 janvier à 19h :

Spectacle du groupe Zoobazar organisé par l'ambassade d'Espagne, l'Institut Cervantès d'Alger et la Radio algérienne

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 janvier : 6e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 31 janvier : 7e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Musée public national du Bardo
Jusqu'au mois de mars :

Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 janvier : 6e Festival international d'art contemporain.

Galerie «L'Art à part»
Jusqu'au 31 janvier : Exposition du photographe Hocine Zaourar

Maison de la culture de Tiaret
Jusqu'au 24 janvier : Festival national de la chanson engagée

Salle El-Mouggar
Jusqu'au 31 janvier: En partenariat avec l'AARC, projection du film L'Héroïne de Cherif Aggoun, à raison de 4 séances par jour : 14h, 16h, 18h et 20h.

L'association «MEZGHENA» se produira à la salle Ibn Khaldoun

Comme à l'accoutumée, l'établissement arts et culture de la wilaya d'Alger, organise une soirée très riche en émotions, animé par la représentante de la musique andalouse La troupe de musique arabo-andalouse :

L'association Mezghena

Et ce Jeudi 29 Janvier 2015, à la salle Ibn Khaldoun (12. Rue Docteur Saâdane - alger).

à partir de 20h00.

Coup-franc direct



Ces attaques gratuites

Par Anouar M.

« Lorsque le taureau est à terre, les couteaux apparaissent », c'est le proverbe qui sied à la situation que vit la sélection nationale de football et qui est assaillie de toutes parts par des attaques considérées comme gratuites, surtout que le moment est à la mobilisation et au soutien pour tenter de remporter ce troisième match décisif et donc arracher le billet qualificatif au deuxième tour de la CAN 2015. Certains observateurs et autres intervenants dans certaines chaînes privées, notamment, sont allés loin dans leurs commentaires et critiques en tentant de semer la zizanie et la division dans la sélection nationale. Arriver jusqu'à dire que ce sélectionneur est raciste parce qu'il préfère faire confiance aux joueurs issus de l'émigration et nés en France au détriment de ceux nés en Algérie, c'est un pas qu'il ne fallait pas franchir sous peine de créer une certaine fracture alors que l'équipe est en plein tournoi et a besoin de stabilité et de soutien dans ces moments difficiles. Seul le coach a le droit de choisir son onze et il ne doit pas se faire dicter certains autres choix, sachant que c'est lui qui vit avec le groupe et connaît la forme de tout un chacun. En quoi cela avancerait en affirmant que Gourcuff est pour tel ou tel joueur et qu'il fait dans la division? Il faudrait vraiment mettre le holà à ce genre de réflexions qui mettront en péril le football algérien.

A. M.

Ligue 2 Mobilis (17^e journée) Le RCR se rapproche du leader

Le RC Relizane large vainqueur de l'AS Khroub (4-1) a profité du faux pas du leader l'USM Blida face à la JSM Bejaia (1-1) pour revenir à trois longueurs, lors de la 17^e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis de football disputée samedi, et marquée par la bonne opération du CA Batna qui se hisse à la 3^e place à la faveur de son succès contre le CRB Ain Fekroun (1-0) dans le derby des Aures. Le promu, RC Relizane, poursuit sa marche en avant entamée depuis plusieurs journées en dominant la formation de l'AS Khroub où rien ne va plus sur le score sans appel de 4-1. Un doublé de Merzougui et deux autres buts de Belmghit et Medahi ont permis à l'équipe dirigée par Benyelles de signer leur neuvième victoire de la saison et surtout de revenir à trois points du leader l'USM Blida, qui s'est contentée d'un match nul face à la JSM Béjaia dans le choc de cette journée. Les Bougiotes sans entraîneur en chef après le limogeage de Hammouche suite aux deux der-

nières contre performances, ont bien entamé la partie en ouvrant le score grâce à Zeghli (27') mais la réaction des hommes de Kamel Mouassa a été rapide avec une égalisation de Noubli sur penalty juste avant la pause. En dépit de ce semi-échec, l'USM Blida conserve son fauteuil de leader avec trois unités d'avance sur son poursuivant direct le RC Relizane et sept sur le troisième, le CA Batna, grand bénéficiaire de la journée grâce à sa victoire contre son voisin le CRB Ain Fekroun (1-0) dans le derby des Aures. L'ex-entraîneur du CRBA Aziz Abbas, actuellement à la tête du CA Batna, a joué un vilain tour à son ancienne équipe en permettant à sa formation de monter sur la troisième marche du podium. L'attaquant Mesfer s'est distingué une nouvelle fois en inscrivant le but de la victoire dans le dernier quart d'heure du match.

A l'opposé, le CRB Ain Fekroun recule d'une place et occupe désormais la quatrième position à huit unités du premier.

Mondial-2015 de Handball Les Verts amorphes

Algérie a bouclé la phase de poules du Mondial-2015 de handball par une 5^e défaite de suite, samedi à Doha contre la République tchèque qui s'est baladée en gagnant par 36-20. Cette rencontre a été une simple formalité pour les deux équipes : l'Algérie savait depuis longtemps qu'elle n'avait plus rien à espérer, tandis que la République tchèque a appris juste avant le début du match son élimination après la victoire de l'Islande devant l'Egypte (28-25). La sortie des Verts a été tout simplement désastreuse. Ils ont été amorphes et incapables de résister aux assauts des Tchèques qui n'ont laissé entrevoir aucun signe de relâchement. Les «time-out» demandés par l'entraîneur Réda Zeguili n'ont servi à rien. Dès le début, les Algériens étaient «out». Perte du ballon, précipitation, mauvais placements, défense flottante, tous les ingrédients étaient réunis pour un mauvais match. Plus mauvais que celui contre l'Egypte lorsque l'Algérie avait été battue par 34-20. Le gardien tchèque Petr Stochl, élu homme du match, a été pour beaucoup aussi dans la large victoire de son équipe, lui qui a annihilé presque toutes les attaques algériennes. Les Tchèques ont bouclé la première mi-temps par un écart de 11 buts (21-10) avant d'aggraver la marque à l'issue des 60 min de cette confrontation qui a été à sens unique. Pourtant champions d'Afrique, les Verts ont terminé derniers de leur groupe C. Ils vont tenter de sauver l'honneur à partir de lundi à l'occasion de la coupe du Président IHF comptant pour le classement. Ils affronteront d'abord l'Arabie Saoudite, 6^e de la poule D, avant de croiser le fer mardi avec le vainqueur de Chili-Iran, les deux derniers des groupes A et B.



A J -1 du match face au Sénégal Slimani déclare forfait, Belfodil ou Soudani pour le remplacer

■ L'équipe nationale devra composer sans son buteur, Islam Slimani, qui sera absent du match de ce mardi face au Sénégal pour le compte de la dernière journée de la phase des poules de CAN.

Par Anouar M.

C'est un coup dur certainement pour les Verts et pour le sélectionneur national, Christian Gourcuff qui souhaitait le récupérer pour ce match très important, surtout avec les difficultés que trouve l'attaque algérienne. Pour le remplacer, le driver des Fennecs songe à incorporer Ishak Belfodil ou Hilal Soudani et il devrait trancher la question à quelques heures du match. Il faut savoir que les Verts se sont envolés hier matin vers Malabo où se jouera leur match face aux Lions de la Térangua.

La sélection nationale devait effectuer une séance d'entraînement sur le stade qui devrait abriter le match hier soir pour prendre ses



L'absence de Slimani influera-t-elle sur le rendement des Verts ?

repères avant cette rencontre décisive pour les Verts qui connaîtront leur sort au cours de cette empoignée.

L'heure est à la mobilisation du côté de l'EN surtout après la dernière réunion qu'a eu le patron de la FAF, Mohamed Raouraoua avec les joueurs à qui il demandera de se donner à fond pour ce match face au Sénégal afin d'assurer la qualification au deuxième tour. Le sélectionneur national devra lui aussi tenter de resserrer les rangs avant ce match et opter pour un travail psychologique

pour remonter la pente et réussir à arracher le billet de la qualification que tout le monde attend, surtout que l'erreur n'est plus permise et seul un succès assurera la qualification pour les Verts qui n'auront d'autres choix que de se donner à fond pour éviter toute mauvaise surprise et ne pas entrer ensuite dans les calculs. Le coach adjoint, Nabil Neghiz est lui conscient du fait que le sort de la sélection et entre les mains des joueurs appelés à se donner à fond.

A. M.

Groupe D

Le Cameroun mis en échec par la Guinée

Le Cameroun n'a pas réussi à dominer la Guinée (1-1) et a maintenu le suspense dans un groupe D extrêmement indécis, samedi à Malabo, au 1^{er} tour de la CAN-2015.

Ce résultat arrange surtout la Côte d'Ivoire, de nouveau tenue en échec par le Mali (1-1) plus tôt dans la journée.

Avec quatre équipes à 2 petits points en deux rencontres, cette poule est loin d'avoir rendu son ver-

dict et la qualification pour les quarts de finale se décidera lors de la dernière journée, mercredi.

Les Lions Indomptables ont cru avoir fait le plus dur en ouvrant la marque par Benjamin Moukandjo sur un corner direct dévié dans son but par le malheureux gardien guinéen Naby Yattara (13e).

Mais Ibrahima Traoré a égalisé juste avant la pause sur un exploit individuel, une magnifique frappe

croisée à l'entrée de la surface (42e). Le Syli National, sur le papier la plus faible formation de ce groupe très relevé, continue ainsi de jouer les trouble-fêtes et peut encore rêver d'une accession au prochain tour, ce qui ne lui est plus arrivé depuis 2008.

Le Cameroun, absent des deux dernières éditions, devra de son côté aller chercher son billet au cours d'un choc contre la Côte d'Ivoire qui s'annonce irrespirable.

Ligue 1 Mobilis (17^e journée)

Le leader et son poursuivant l'emportent

La dix-septième journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis de football disputée samedi, n'a pas apporté de changements notables en tête du classement après les succès en déplacement du leader le MO Bejaia et son dauphin l'ES Sétif contre respectivement la JS Saoura (1-0) et l'USM Bel Abbes (2-1), tandis que le troisième, le MC



Oran a trébuché sur sa pelouse face au CRB (0-0). Le MOB a confirmé donc son statut de leader en allant battre la formation de la JS Saoura en toute fin de partie grâce à un but du remplaçant Chettal dans le temps additionnel (90+4). A la faveur de cette victoire, la huitième de la saison, les hommes de Abelkader Amrani conservent leur première place avec une longueur d'avance sur l'ES Sétif qui s'est imposée également à l'extérieur contre l'USM Bel Abbes grâce à un doublé de sa nouvelle recrue, le revenant Mourad Delhoum (51, 56). Les champions d'Afrique qui restaient sur une belle victoire contre l'USMA (3-2) enchaînent un nouveau succès et se présentent comme un sérieux candidat pour le titre. Les protégés de Kheireddine Madoui consolident ainsi leur seconde place avec trois longueurs d'avance sur le troisième,

le MC Oran, le grand perdant de la journée après le nul concédé sur sa pelouse face au CR Belouizdad. Les Hamraoua qui demeuraient sur deux retentissants succès en déplacement contre l'ES Sétif et la JS Kabylie, se sont montrés incapables de trouver la faille dans la défense du CRB. Le CS Constantine, vainqueur du RC Arbaa (2-0) est l'autre grand bénéficiaire de la 17^e journée. Un doublé du meilleur artilleur du championnat Hamza Boulemdais (52, 62 sp) permet aux Sanafirs de rejoindre l'USM Alger à la quatrième place à cinq longueurs du premier. En revanche, le champion sortant, l'USM Alger a été contraint au partage des points par la JS Kabylie (1-1) dans le clasico. Les Usmistes marquent ainsi le pas après cette nouvelle contre performance, la seconde de suite après la défaite de mardi dernier

contre l'ESS. Les hommes de Hubert Velud avaient pourtant mené au score grâce à Boudebouda juste avant la pause mais c'était sans compter sur l'abnégation des Canaris, lesquels ont égalisé par leur capitaine Rial sur penalty (83'). Un nul qui n'arrange aucune des deux équipes. La journée a été également marquée par la lourde défaite essuyée par l'USM El Harrach face au MC El Eulma (4-1). Un échec qui confirme la mauvaise passe des protégés de Abdelkader Yaich depuis quelques journées. En revanche, le MCEE renoue avec le succès après une série noire. Dans le bas du classement, le MC Alger a ramené un précieux point de son déplacement à Chlef contre l'ASO (0-0) dans le match de mal classés, mais reste lanterne rouge avec 15 points à deux points de son adversaire du jour et à quatre longueurs de l'USM Bel Abbes, le premier reléguable en pleine déroute. En revanche, le NA Hussein-dey a confirmé le nul obtenu contre le leader mardi dernier, en disposant de l'ASM Oran (2-1). Une victoire qui permet au Sang et Or de remonter à la 12^e place avec 20 points en compagnie du MCEE.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Sétif

Neige et verglas provoquent le décès de deux automobilistes



LES CHUTES de neige qui se sont accentuées samedi, accompagnées d'une importante baisse du mercure, rendant les chaussées très glissantes, ont provoqué, dans la matinée, 6 accidents de la route qui ont tué 2 personnes près d'El Eulma et occasionné des blessures à 11 autres, a indiqué hier la Protection civile. Une des deux personnes décédées (44 ans), au volant de sa voiture sur la route nationale (RN) n° 5 dans la commune d'El Eulma, a été victime du verglas causé par les températures négatives qui affectent depuis samedi soir cette wilaya dont les principales communes, en particulier celles situées en altitude, sont recouvertes d'un couche de neige de 20 cm, a précisé le capitaine Ahmed Lamamra, responsable de la cellule d'information de la Protection civile. Un autre accident de la circulation s'est produit sur l'autoroute Est-Ouest, non loin du lieudit Djermane, à l'est de la ville d'El Eulma, lorsqu'un bus assurant la ligne Skikda-Alger avec à son bord 42 voyageurs a percuté 4 véhicules légers, provoquant le décès d'une personne de 27 ans, a déclaré le même officier. Le froid très vif qui sévit dans la wilaya

des Hauts-Plateaux est à l'origine de ces accidents de la route, mais conduit également les familles à utiliser des radiateurs à gaz sans vérifier leur bon état de fonctionnement, selon le capitaine Lamamra qui a fait état, dans ce contexte, du sauvetage in extremis, au centre de Sétif, de deux familles constituées chacune de 4 personnes après qu'elles aient inhalé du monoxyde de carbone dans le centre-ville de Sétif. Durant les dernières 24 h, les éléments de la Protection civile ont dû intervenir à 85 reprises pour secourir des automobilistes bloqués dans leur véhicules à cause de la neige, a-t-il fait savoir, soulignant que les éléments de ce corps constitué, assistés par la Gendarmerie nationale et les travailleurs des travaux publics, ont installé des postes avancés sur les axes les plus affectés par la neige afin de venir en aide aux usagers de la route et rouvrir les chaussées obstruées. La même source a ajouté que si la circulation automobile était «*périlleuse*» à Sétif et ses environs, elle est pour le moment impossible dans plusieurs axes secondaires du nord de la wilaya de Sétif.

Hamma H.

Libye

Un groupe armé enlève le vice-ministre des Affaires étrangères

UN GROUPE armé a enlevé hier le vice-ministre des Affaires étrangères en Libye, Hassan al Saghir. Selon un responsable du ministère des Affaires étrangères, citant des témoins, Hassan al Saghir a été enlevé par des hommes armés dans un hôtel d'Al-Baida (1 200 km à l'est de Tripoli), où siège le gouvernement reconnu par la communauté internationale. Selon ce responsable, des hommes armés se sont introduits avant l'aube dans la chambre du vice-ministre et l'ont conduit à bord d'une voiture vers une destination inconnue. Les ravisseurs ont

indiqué au personnel de l'hôtel qu'ils faisaient partie des forces de sécurité. Ce rapt n'a pas été revendiqué dans l'immédiat. Les enlèvements de Libyens ou d'étrangers sont fréquents en Libye, où règne le chaos depuis la chute du régime de Maamar Kaddafi au terme de huit mois de conflit en 2011. Livré aux milices, le pays est dirigée par deux Parlements et deux gouvernements rivaux, l'un proche de la coalition de milices Fajr Libya (Aube de la Libye) et l'autre reconnu par la communauté internationale.

APS

DEUIL NATIONAL À LA SUITE DU DÉCÈS DU ROI D'ARABIE SAOUDITE

LE PETROLÉ N'ATTEINDRA PLUS LES 120 DOLLARS!



Djalou@hotmail.com

Université de Béjaïa

Le CNES contredit le rectorat

■ L'activité pédagogique à l'université de Béjaïa est paralysée depuis plusieurs mois par la Coordination locale des étudiants qui réclame la satisfaction d'un certain nombre de revendications pédagogiques et sociales et la réintégration de 600 étudiants exclus, dont 145 ont officiellement formulé des demandes de réintégration.

Par Hocine Cherfa

La commission ministérielle qui s'est déplacée à Béjaïa afin de trouver un terrain d'entente entre les parties en conflit a pu régler certains problèmes suite à un dialogue initié dans ce sens. Mais une fois qu'elle a quitté l'université les choses se sont corsées eu égard à la non prise en compte des propositions dégagees. L'étude des 145 recours des étudiants a abouti à la reprise de 23 seulement. Depuis, les deux parties campent sur leurs positions initiales. Une émission radiophonique a été animée par radio Soummam il y a quelques jours, où le débat entre les deux protagonistes a démontré combien le fossé était large. Devant cette situation de blocage,

le Cnes s'est insurgé à travers une déclaration dans laquelle il a expliqué que le blocage dure depuis le mois de novembre dernier à cause d'un conflit lié aux exclus. Le Cnes voulait «*contredire les allégations de l'administration qui affirme que ce sont les enseignants qui ont exclu les étudiants, alors qu'en réalité c'est l'administration qui a pris une telle décision*», écrit-il. Et d'ajouter : «*Les jurys de délibérations ne se sont prononcés que sur deux possibilités (ajourné ou admis)*». Le syndicat des enseignants chercheurs du supérieur revient sur le travail de la commission ministérielle récemment dépêchée à Béjaïa pour rencontrer les différentes parties et la section Cnes Béjaïa. «*Nous avons donné à la commission notre position par*

rapport au conflit, et tout le monde était d'accord à dire que la situation à l'université de Béjaïa était exceptionnelle et nécessitait un règlement dans le cadre d'un dialogue et de l'apaisement», nous disait hier le responsable du Cnes, Malek Azzi. Le Cnes a dénoncé les auteurs d'«*une lettre anonyme insultante et diffamatoire qui a été diffusée aux enseignants de l'université, au nom d'un collectif enseignant*», précisant que celle-ci «*cible le coordinateur de la section Cnes et trois autres collègues*». «*Les quatre enseignants victimes de cette bassesse ont déposé plainte contre x*», souligne-t-on. «*Face à la situation chaotique vécue par l'université de Béjaïa, nous invitons la communauté universitaire à rechercher l'unité d'action la plus large, pour exiger des mesures urgentes en faveur d'un règlement dans la sérénité de la situation qui prévaut*», conseille le Cnes, estimant que «*l'exclusion est un acte administratif, et l'enseignant est un pédagogue qui veille à la qualité de l'enseignement et de son évaluation*». Par ailleurs, il a été rappelé que la décision d'appliquer les exclusions émane de l'administration et qu'«*il serait sage de prendre en considération les propositions de la commission ministérielle pour le bien de la communauté*». A noter qu'un sit-in a été tenu hier par des travailleurs et quelques dizaines d'enseignants au cours duquel ils ont demandé la reprise du travail.

H. C.

Fuite de gaz dans un hammam à Ain Fares (Mascara) 23 femmes et 5 enfants asphyxiés

VINGT-TROIS femmes et cinq enfants ont été victimes, samedi soir, d'asphyxie au gaz dans un hammam dans la commune d'Ain Fares (wilaya de Mascara), a-t-on appris hier auprès des services de la Protection civile. Les victimes âgées entre 2 et 60 ans ont inhalé du gaz fuyant de la chaufferie du hammam, qui leur a causé des évanouissements et des chocs nécessitant leur transfert aux services des UMC de l'hôpital «*Meslem-Tayeb*» au chef-lieu de wilaya. 23 d'entre ces personnes ont quitté l'hôpital le jour

même après avoir reçu les soins nécessaires, a-t-on indiqué. Les cinq autres victimes, toutes des femmes, ont été transférées au service de pneumologie de l'hôpital «*D' Yesaad-Khaled*» à Mascara et quitté l'établissement dans la matinée d'hier, a-t-on ajouté de même source. Une commission technique relevant de la Protection civile a décidé la fermeture du hammam à titre préventif, en attendant les conclusions de l'enquête menée hier par une commission de wilaya compétente.

Ouali T.